

PREMIER MINISTRE

Service de Presse

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. Jacques CHIRAC, PREMIER MINISTRE
DEVANT L'UNION DES JOURNALISTES DE LANGUE FRANCAISE,
LE VENDREDI 7 FEVRIER 1975

Mesdames, Messieurs,

Avant tout, je tiens à remercier l'Union des journalistes de langue française, qui m'a fait l'honneur de me convier à cette sympathique assemblée et de m'y proposer la parole. C'est une précieuse occasion de marquer tout l'intérêt que le gouvernement français porte à votre action. Les liens de la langue, qui vous unissent par-delà les diversités géographiques et les spécificités nationales, sont à coup sûr fondamentaux : ils permettent de mieux faire connaître les uns aux autres les peuples qui usent des mêmes mots pour décrire le monde et communiquer leurs espoirs. Cette langue commune exprime des conceptions différentes : leur diversité même est un enrichissement. Faire connaître ces différences, les expliquer, les rendre familières, aider chacun à reconnaître ce qu'il y a de commun dans nos singularités respectives, telle est largement votre tâche. Vous contribuez de la sorte à une oeuvre de rapprochement et de paix à laquelle chacun sait et mesure combien la France attache de prix. Il est juste de vous en féliciter et de vous en remercier.

Cette rencontre offre une autre opportunité. Pour la première fois depuis 1966, date à laquelle le Président Georges FOMPIDOU, installant le Haut Comité de la langue française, avait défini sa pensée sur ce sujet, le Premier Ministre du gouvernement français peut exposer la place que les phénomènes linguistiques doivent tenir et tiennent en effet dans la politique générale de notre pays.

Chacun répète, depuis ESCOPE, que la langue peut être à la fois la meilleure et la pire des choses. La langue française n'échappe pas à cette définition. Elle a été, depuis deux siècles, l'objet de maintes louanges, principalement proclamées, il faut en convenir, par ceux qui en pratiquent l'usage. Ils ont vanté ses qualités de précision, de souplesse, de clarté. Mais quelques autres, plus récemment, l'ont soupçonnée d'être le subtil instrument d'un impérialisme ou d'un néo-colonialisme insidieux, de représenter le dernier refuge d'un chauvinisme dérisoire, de conduire surtout à une véritable aliénation, soit hors de nos frontières, soit même sur le territoire national. Pour ceux-là, parler le français serait se condamner à n'être plus soi-même. Beaucoup d'erreurs ont été proférées sur ce thème. Je voudrais profiter de cette rencontre pour tenter de les dissiper.

.../...

En premier lieu, un très bref rappel historique me semble indispensable. Qu'est-ce que la langue française ? A l'origine le patois néo-latin que l'on parlait dans l'ancienne Ile-de-France. Ce parler est devenu peu à peu, au cours des siècles, la langue de l'ancienne Gaule tout entière. C'est un fait et, comme tous les faits, il est absurde de se demander s'il eût été préférable qu'il en fût autrement. Cette langue s'est affirmée, s'est en quelque sorte construite en même temps et du même mouvement que se construisait l'unité nationale.

Il est bien vrai que cette unité s'est faite, au cours des siècles, au prix de la disparition d'un grand nombre d'institutions, de traditions, de coutumes et de langages régionaux ou locaux. Il est bien vrai, et en particulier depuis la Révolution de 1789, qu'un jacobinisme rigoureux a paru nécessaire souvent pour que soit achevée et consolidée cette unité. A l'heure présente, dans quelques lieux, on voit se manifester des mouvements qui revendiquent le retour à l'usage de langues locales, que l'on avait pu croire en voie d'extinction. La politique s'en mêle souvent et, vous me permettrez de le dire, de la manière la plus inattendue. A la fin du siècle dernier, c'était l'extrême droite monarchiste, c'était l'école religieuse, qui réclamaient bruyamment le droit de cité pour le breton ou pour l'occitan, et c'était la gauche républicaine, qui, par le véhicule de l'école publique, proposait aux Français, sur tout le territoire national, la même langue, les mêmes diplômes, les mêmes programmes. Aujourd'hui, par une véritable inversion, certains milieux conservateurs craignent que la prise en considération des langues locales ne vienne à mettre en danger l'unité du pays, cependant que l'extrême gauche s'efforce de rappeler à la vie ce que ses prédécesseurs avaient fait déperir. Je serai là-dessus extrêmement net : tout le patrimoine de la France, qu'il s'agisse des monuments historiques, qu'il s'agisse des langues et des cultures régionales, mérite d'être préservé.

L'Etat, depuis dix ans, a pris les mesures nécessaires pour que les langues locales ne soient absentes ni de notre enseignement, ni des émissions de la télévision. Il convient de poursuivre dans cette voie, selon que pourront le suggérer les organismes compétents et les instances régionales ou municipales concernées. Là comme ailleurs, il appartient à la puissance publique de tenir compte de l'évolution des esprits, d'encourager les initiatives intelligentes, sans contraindre qui que ce soit, mais sans admettre pour autant -est-il même nécessaire de le rappeler ? - que les problèmes que je viens d'évoquer servent de prétexte aux agitations destructives. La diversité régionale doit fortifier l'unité de la nation. Il n'est pas question qu'elle l'affaiblisse, encore moins qu'elle la ruine.

J'irai plus loin, pour ce qui touche à la langue française elle-même. Ce n'est que très progressivement que nos concitoyens ont pris conscience de l'importance de leur patrimoine commun. La protection des sols, de l'air, de l'eau, sont des idées relativement neuves, mais déjà bien admises. Or, on a trop souvent tendance à considérer comme des passésistes ceux qui réclament, pour la langue que nous parlons, les égards et le respect que nous portons, de plus en plus, aux autres aspects de notre environnement. Il convient, là aussi, que les esprits évoluent, sans crispation et sans purisme excessif, mais dans le respect du génie propre de notre langue. L'administré, le consommateur, le contribuable, le commerçant, ont besoin d'une langue simple, précise, compréhensible par tous.

En luttant contre la complication et la prétention des vocabulaires spécialisés, en luttant contre le snobisme du mot étranger - souvent incompréhensible - on contribue, en réalité, à des rapports sociaux plus faciles et naturels, plus humains et, par conséquent, plus détendus. Dans ce domaine, les Pouvoirs Publics, ont pris, depuis quelques années, des initiatives qui n'ont pas toujours été bien comprises, qu'il s'agisse de la simplification du langage du droit, ou de la création, dans chaque ministère, des commissions de terminologie. Cette action sera poursuivie et amplifiée, car elle correspond aux intérêts bien compris de chacune et de chacun d'entre nous. La qualité de la langue contribue, elle aussi, il est temps de s'en apercevoir, à la qualité de la vie.

Mais la langue française n'est pas seulement la langue de notre pays. Elle est aussi, par les mouvements de l'histoire, la langue maternelle d'un certain nombre de peuples. Elle est la langue d'usage dans beaucoup d'états, qu'ils aient été ou non soumis à l'influence politique de la France. Votre présence, Mesdames, Messieurs, illustre la richesse et la variété de cette "francophonie" intercontinentale, si j'ose employer un terme que les Français, pour des raisons évidentes, n'utilisent qu'avec les plus grandes précautions. Sur ce point, qui n'est pas mineur, je voudrais être aussi clair que possible.

Ce sont des hommes d'état étrangers, les Présidents SENGHOR et BOURGUIBA, qui ont, les premiers, appelé l'attention sur les rapports qui unissent, grâce à l'usage commun de la langue française, des pays ou des provinces répartis sur cinq continents, dont l'ensemble représente un véritable microcosme, puisqu'on y trouve tous les climats, toutes les races, tous les systèmes de gouvernement, tous les niveaux de développement, toutes les couleurs de peau, toutes les religions.

La France, croyez-le bien, est aussi sensible que quiconque à l'importance de ce lien fraternel. Elle en apprécie la signification dans notre monde incertain. Elle souhaite simplement que nul ne se méprenne sur son attitude, ni sur les motifs de son action. Il est hors de question que se développe aujourd'hui, hors de nos frontières, un processus historique comparable à celui qui s'est déroulé, au cours des siècles, sur notre territoire. Il va de soi qu'il n'est pas question d'imposer, à qui que ce soit, par le biais de la langue, nos modèles culturels ou éducatifs, ni de détruire, de ce fait, les traditions très variées et très respectables des pays qui font à la langue française l'honneur de l'utiliser, soit comme langue nationale, soit comme langue officielle, soit comme simple langue d'usage, d'échange et de communication.

La "francophonie" n'est à nos yeux, si vous me permettez cette expression, qu'un espace pour notre temps. La langue française n'est qu'un moyen parmi d'autres, même si elle est pour longtemps le plus simple et le plus sûr, de développer entre ces pays divers une véritable solidarité. Elle est, pour de nombreux Etats d'Afrique ou d'Asie, le moyen d'accéder rapidement à la technique, à la pensée, aux créations, de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique, parmi les plus anciennement industrialisés du monde. Elle est pour nous le moyen de connaître les volontés et les traditions de ces pays du tiers monde. Elle est, en outre, bien souvent l'unique intermédiaire qui leur soit proposé pour communiquer entre eux, pour découvrir leurs caractéristiques respectives. Elle est même enfin, pour certains, le seul lien qui permette aux ethnies multiples, qui habitent un même territoire, de se comprendre entre elles, et de travailler à la construction de leur patrie commune.

../...

Voilà les constatations très simples dont il faut partir, voilà les faits dont il faut se souvenir, lorsqu'on évoque le rôle des grandes langues de communications internationale. Si la langue française cessait d'être le lien que je viens de décrire, notre monde, déjà si dur et parcouru par tant de courants contraires, serait tout simplement un peu moins fraternel.

C'est dans cet esprit, et dans cet esprit seulement, que la France entretient des rapports de coopération avec tous ceux qui le souhaitent, sans prétendre imposer ses habitudes ou ses modèles, sans tenter de peser sur le destin de peuples justement fiers de leur indépendance, sans mettre en question, si peu que ce soit, des cultures particulières dont l'existence même fonde la légitimité.

Ceux d'entre vous qui se sont rendus l'année dernière en Louisiane ont pu constater de leurs yeux, sur le territoire même de la première puissance mondiale, de quel poids peut être la communauté de langue, dans un échange dépourvu d'arrière-pensées politiques, et destiné seulement à l'enrichissement mutuel de chaque partenaire. Aux hommes d'Afrique ou d'Asie, qui parfois semblent craindre je ne sais trop quelle dépossession d'eux-mêmes et qui nous rappellent le prix qu'ils attachent à leur propre langue, nous sommes assurés de pouvoir répondre sans fard que leurs inquiétudes sont vaines. Redouter l'usage du français n'aurait de sens que si nos interlocuteurs ne se sentaient pas établis dans leurs cultures nationales ou s'ils craignaient de les voir s'effriter au contact d'un autre langage. L'histoire des deux derniers siècles a montré qu'il n'en était rien, bien au contraire. Pour nous donc, il ne saurait y avoir ni prétentions sans fondement, ni fausse culpabilité. Nous n'avons aucune arrière-pensée d'influence ou de domination. Nous avons seulement conscience de ce que représente, dans le monde, notre langue. Nous sommes et nous serons toujours prêts à aider ceux qui le mesurent comme nous à y trouver un instrument de recherche et de connaissance, l'une des clés qui donnent accès aux trésors les plus modernes de l'univers. Voilà le sens de notre action dans le domaine éducatif, dans celui de la culture, de la formation technique, de la pédagogie par la radio et la télévision. Voilà le message que nous souhaitons faire clairement entendre aux plus jeunes générations.

Dans la mesure où notre langue saura remplir le rôle que je viens d'indiquer, elle conservera et augmentera sa place dans les pays où son usage est moins fréquent. Cette place, il ne faut pas se le dissimuler, est à l'heure présente menacée, soit par l'évolution économique, soit par la paresse et la routine de ceux qui parlent français.

Depuis la dernière guerre mondiale, il est en effet bien tentant de s'en remettre, pour ce qui est du commerce, des transports, des échanges scientifiques ou industriels, à deux grandes langues de communication ; l'anglo-américain à l'ouest, le russe à l'est. Il n'est nullement dans mon esprit, croyez-le, de nier les services immenses que rendent ces langues internationales, ni de contester la place qui est la leur dans ce dernier quart du vingtième siècle. Ce serait à la fois absurde et inutile. Je dis seulement qu'il serait très dangereux pour l'Europe et pour le monde de laisser à ces deux langues, ou à l'une d'entre elles, le monopole exclusif de tout ce qui touche à la civilisation moderne. Les pays de langue allemande, de langue espagnole, néerlandaise, italienne, portugaise, les pays arabes, le Japon et demain, la Chine, ont eux aussi beaucoup à apporter à l'humanité tout entière. Leurs savants, leurs ingénieurs, leurs penseurs et leurs créateurs ont contribué, et contribueront de plus en plus, au développement général. Il n'est pas question pour eux de renoncer à parler leur propre langue, selon leur propre génie.

.../...

Il est donc indispensable, sans ridicule agressivité, sans revendications stériles, de continuer d'exprimer l'ensemble des connaissances humaines dans chacune des principales langues de l'Europe et de l'Asie. Ces langues doivent refuser de se laisser enfermer dans le ghetto des langues mortes, c'est-à-dire dans le domaine culturel du passé. Le danger est particulièrement grand pour la langue française, du fait même de l'ancienneté de son prestige, de la richesse de sa littérature, de l'abondance de notre patrimoine intellectuel. On aurait tendance, ici ou là, à considérer le français comme le latin des temps modernes, et donc à lui réserver, à plus ou moins long terme, le sort qui a été celui du latin. Avec les meilleures intentions, beaucoup d'amoureux de notre culture, qu'ils soient Français ou non, contribuent à répandre ce point de vue, et travaillent ainsi à leur propre ruine. Ceux qui croient que le pouvoir de création de notre langue s'est arrêté en 1789, ou en 1914, et qui regardent avec terreur ou avec horreur les productions contemporaines de nos savants, de nos artistes ou de nos écrivains, contribuent à obscurcir l'image de la France, au lieu d'assurer son rayonnement.

Il est indispensable que tous ceux, qu'ils soient ou non fonctionnaires de l'Etat, qui ont pour mission de faire connaître notre pays à l'étranger, renoncent à cette vision mélancolique des choses, et présentent notre pays et notre langue sous leurs aspects vivants, c'est-à-dire tels qu'ils sont dans le monde d'aujourd'hui.

C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que le français conservera et consolidera son rôle en Europe continentale, dans les pays anglophones, et aussi dans ces nombreuses nations qui ressentent pour notre pays sympathie et curiosité, mais qui souvent n'en connaissent que les aspects les plus traditionnels : je pense en particulier aux Etats d'Amérique latine, et aux grandes îles de la partie occidentale du Pacifique.

Mais une telle évolution suppose, et c'est par là que je voudrais conclure, que les Français ne se contentent pas de parler leur langue et d'en être fiers, qu'ils ne se contentent pas de s'en servir pour exprimer les réalités techniques les plus modernes. Elle suppose qu'ils se mettent à l'écoute du reste de la planète, dans les différents langages qui sont les siens. Malgré les efforts de courageuses équipes de pédagogues, l'enseignement des langues vivantes en France est encore loin de répondre à un tel objectif. On apprend beaucoup l'anglais certes, mais on le parle mal. Et que dire des connaissances de nos compatriotes en allemand, langue dans laquelle s'effectue cependant le cinquième de nos échanges commerciaux ? Que dire de l'état présent des études espagnoles alors qu'il s'agit de la langue non seulement de notre voisine méridionale, mais d'un subcontinent presque entier ? Du portugais, qui ouvre les portes de l'immense Brésil, si riche en ressources de toutes sortes, du russe, parlé par plus de 250 millions de voisins, de l'arabe, auquel nous lient tant de souvenirs historiques communs et tant de perspectives économiques nouvelles ? Jusqu'à quand les exportateurs français croiront-ils qu'il suffit de parler anglais pour se faire comprendre au Japon, en Chine ou en Iran ? N'est-ce pas au contraire, en respectant et en apprenant les langues étrangères, que nous inciterons nos partenaires à respecter et à apprendre le français ?

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, la politique linguistique de la France est tout le contraire d'une politique nationaliste fermée sur elle-même. Il n'est pas question pour nous de répéter avec ravissement les phrases de RIVAROL sur l'universalité de la langue française, ni d'imposer mécaniquement son usage exclusif à l'intérieur ou à l'extérieur de notre territoire. Il s'agit d'assumer toute la variété de l'héritage linguistique de notre pays, toute la diversité culturelle de ce que l'on appelle la francophonie, et de maintenir à chacune des grandes langues de civilisation, et par conséquent à la nôtre, sa place dans le monde de demain.
